BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

Madame /Monsieur,

Nous avons le plaisir de lancer un appel à **candidatures individuelles** pour le poste **d'Expert Juridique local chargé d'appuyer la création et la mise en œuvre d'une unité de passation des marchés à la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)**. Cette invitation s'adresse aux membres et partenaires individuels d'organismes de droit public et privé, y compris les barreaux et les cabinets de consultants.

En tant que candidat sélectionné, vous jouerez un rôle crucial dans la mise en place d'une unité de passation de marchés solide, conforme aux normes les plus strictes en matière d'efficacité et de transparence. Votre expertise sera déterminante dans l'élaboration des politiques et des procédures qui régiront les processus de passation de marchés à la BIDC.

Les tâches principales sont l'assistance à la mise en œuvre et à l'exécution du cadre juridique de la passation des marchés pour les actions extérieures préparé et approuvé par la BIDC, en particulier l'assistance à la BIDC dans la préparation et la supervision des procédures d'appel d'offres pour les marchés de travaux, de services, de services de conseil et d'acquisition de fournitures, les processus d'évaluation et d'attribution, la préparation et l'élaboration des marchés subséquents, et la supervision du paiement, la vue d'ensemble de l'exécution et l'examen, l'audit interne et le contrôle après l'exécution du marché.

L'engagement sera formalisé par un contrat-cadre, qui couvrira un total de 120 jours ouvrables en 2025. Le nombre spécifique d'heures par jour sera déterminé et convenu au début du contrat.

Veuillez noter que la date limite de dépôt des candidatures est fixée au **22 janvier 2025 à 10 heures 00**. Nous vous encourageons à soumettre votre candidature rapidement pour qu'elle soit prise en compte.

Nous attendons de recevoir votre candidature afin de travailler ensemble pour réaliser des avancées significatives dans les capacités de la BIDC en matière de passation de marchés.

Pour une description détaillée, veuillez-vous référer aux termes de référence (ToR) ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions ou si vous souhaitez obtenir de plus amples informations.

La Personne Responsable des Marchés Publics

128, Boulevard du 13 Janvier
B.P. 2704 Lomé-Togo
Corporate Tel: +(228) 22 21 68 64
Email : ICHABIMOUGNAN@bidc-ebid.org/secretariatdasg@bidc-ebid.org

Termes de référence pour la mise en place d'un expert local en passation de marchés pour soutenir la création et la mise en œuvre d'une unité de passation de marchés pour la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) parrainée par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)	
MANDAT DES EXPERTS NON PRINCIPAUX	
Titre	**Expert juridique local pour soutenir la création et la mise en œuvre d'une unité de passation de marchés au sein de la BIDC**
Durée et Calendrier	120 jours ouvrables entre février et juillet 2025
Contexte	La BIDC s'est engagée à se conformer au processus d'évaluation des neuf piliers de l'UE. Conformément à cet engagement, la BIDC a pris des mesures telles que la planification et l'exécution d'une simulation d'évaluation en 2023. La BIDC fait actuellement l'objet d'un processus de réforme qui montre que certaines lacunes doivent encore être comblées pour assurer la conformité avec certains des piliers. Plus précisément, dans les piliers 4 (subventions) et 5 (marchés publics) En ce qui concerne spécifiquement la création d'un cadre juridique pour les documents de passation de marchés pour les actions extérieures, les assistances techniques précédentes ont préparé un règlement de passation de marchés pour les actions extérieures, des lignes directrices de passation de marchés pour mettre en œuvre ce règlement et la préparation du cadre juridique des contrats et des documents de mise en œuvre relatifs à la passation de marchés pour les actions extérieures : 1. Une liasse comprenant un dossier d'appel d'offres et des modèles standard de contrat de fourniture de biens. 2. Une liasse avec un dossier d'appel d'offres et des modèles standard de contrat de services de consultance. 3. Un dossier d'appel d'offres de présélection pour les biens, les travaux, les services de conseil et les services autres que de conseil. 4. Une liasse avec un dossier d'appel d'offres et un contrat type pour les consultants individuels.

	5. Une liasse comprenant un dossier d'appel d'offres et des modèles standard de contrat de travaux. 6. Un dossier d'appel d'offres de présélection applicable à tous les types de contrats. Étant donné que l'ensemble du cadre juridique relatif à la passation des marchés pour les actions extérieures a déjà été préparé, validé, approuvé et intégré au cadre juridique de la BIDC, une recommandation de l'assistance technique précédente a été formulée afin d'aider à la mise en œuvre de ce cadre juridique par les moyens suivants : 1. Fournir un renforcement des capacités pour la mise en œuvre initiale de la passation des marchés pour les actions extérieures et les subventions aux départements au sein de la structure de la BIDC, en renforçant les capacités pour la mise en œuvre des règlements, des lignes directrices et des documents déjà examinés et mis en place. Pour ce travail de renforcement complémentaire des capacités, un expert juridique local devrait être inséré dans le département juridique afin d'aider à la création d'une unité de passation de marchés pour gérer à la fois les subventions et la passation de marchés pour les actions extérieures. 2. Dans le même temps, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO doit bénéficier d'une assistance et d'un appui supplémentaires en 2025 pour aider la BIDC à obtenir la certification de l'évaluation des 9 piliers de l'UE. Une assistance étroite de la part de l'ENP (expert non principal) sera très utile pour soutenir la Banque dans les processus d'audit de l'adoption de la certification de l'évaluation des 9 piliers de l'UE, en l'occurrence les piliers 4 et 5.
Soutien à fournir	L'objectif global de cette mission est d'assister la BIDC dans la création et la mise en œuvre d'une unité de passation de marchés pour les actions extérieures afin de mettre en œuvre et d'exécuter le cadre juridique sur les subventions et la passation de marchés pour les actions extérieures, qui sera aligné sur les piliers 4 et 5 du processus d'évaluation des piliers de l'UE. L'objectif spécifique est de soutenir la mise en œuvre et l'opérationnalisation des instruments juridiques suivants : • Règlement et lignes directrices en matière de passation de marchés pour les actions extérieures de la BIDC et la mise en œuvre et l'exécution de marchés de fournitures, de services de conseil et autres, de consultants individuels et de travaux ;

	• Règlements et lignes directrices sur les subventions et mise en œuvre de la préparation, de l'évaluation et de la soumission d'un appel à candidatures ; • Mise en place de procédures visant à rationaliser et à améliorer les relations entre le département juridique et les départements opérationnels, en créant une unité de passation de marchés pour aider ces départements à mettre en œuvre le cadre juridique existant en matière de passation de marchés pour les actions extérieures et le cadre juridique des subventions ; et • Préparer un processus de mise en œuvre de ce cadre juridique pour la passation de marchés pour des actions extérieures et des subventions en ce qui concerne la définition, l'évaluation, l'attribution et l'exécution des projets, y compris le contrôle, l'audit et l'examen de ces processus. Le consultant travaillera en collaboration avec le département juridique et d'autres départements concernés (secteur public et privé) afin de mettre en œuvre les cadres juridiques susmentionnés. Le consultant devrait être mobilisé à Lomé (Togo), à titre indicatif, en février 2025. La mission sera divisée en une mission continue d'assistance technique sur le terrain d'une durée de 120 jours ouvrables. Dans la première partie de la mission sur le terrain, pendant les 10 premiers jours, le consultant préparera un plan de mise en œuvre pour la préparation et l'application des contrats à utiliser par les unités opérationnelles (secteur privé et public) dans leur travail dans le cadre des actions extérieures. Les dix jours suivants seront consacrés à la préparation de l'unité de passation de marchés, en proposant à la BIDC la définition, la fonction et l'insertion dans le cadre organisationnel et l'organigramme actuels de cette nouvelle unité de passation de marchés. La proposition produite devra être conforme aux normes internationales et aux exigences des piliers 4 et 5, avec le plein accord de la BIDC. Pendant le reste de la deuxième mission, une fois que le plan de mise en œuvre est établi et que l'unité de passation des marchés est approuvée et créée par la BIDC, le consultant assistera la BIDC pendant les 100 jours ouvrables restants dans la préparation des contrats pour les actions extérieures ou les subventions. D'autres activités et ateliers de formation et de diffusion pourront être organisés à l'intention du personnel de la BIDC sur ces questions afin de le familiariser avec le nouveau cadre

	juridique relatif à la passation des marchés pour les actions extérieures et les subventions. Dans le même temps, le consultant aura également pour mission d'aider la BIDC à passer et à certifier le processus d'évaluation des piliers de l'UE. Les 5 derniers jours ouvrables (avec un maximum de 18 heure facturable) seront utilisés pour soumettre un rapport de mission final qui expliquera le travail effectué au cours de cette mission. Le consultant sera basé pendant toute la durée de la mission dans les locaux de la BIDC à Lomé, Togo, et en contact permanent avec le personnel de la BIDC pour les départements opérationnels de la banque impliqués dans le processus de mise en œuvre (secteur public, secteur privé, département juridique, etc..) et le conseiller de la GIZ. Le rapport final contiendra des recommandations visant à rendre plus opérationnel le cadre juridique de la passation des marchés pour les actions extérieures et les subventions.
Calendrier de la mission	Le consultant sera déployé à Lomé (Togo) pour au moins 120 jours ouvrables et sera basé dans les locaux de la BIDC. La mission débutera idéalement en février 2025. Le rapport de démarrage définira plus précisément le plan de travail.
Résultats attendus	Les outputs attendus sont: 1. **Plan de mise en œuvre** à soumettre 10 jours ouvrables après le début du projet, contenant une évaluation initiale des lacunes existantes, des efforts de renforcement des capacités, un plan détaillé étape par étape pour mettre en œuvre le cadre juridique de la passation des marchés pour les actions extérieures et les subventions et la proposition de la définition, de la situation et des relations de l'unité de passation des marchés à créer par la BIDC. 2. **Ateliers et sessions de renforcement des capacités :** pour discuter de la mise en œuvre du cadre juridique relatif à la passation de marchés pour les actions extérieures et les subventions proposées et de la mise en œuvre de l'unité de passation de marchés. 3. **Formations spécifiques :** A dispenser aux unités opérationnelles (secteur public et privé) dans le cadre de la mise en œuvre des contrats-types. 4. **Rapport final de mission :** il contiendra en annexe les documents produits dans le cadre de la mission (le

	matériel des formations et des ateliers) et les recommandations sur la démarche à suivre pour assurer le suivi et la poursuite de la mise en œuvre du cadre juridique dans des actions spécifiques (y compris le transfert des responsabilités au personnel de la BIDC).
Expertise requise	1. Diplôme universitaire, de préférence de niveau avancé, en droit ou dans un domaine connexe. 2. Expérience dans le domaine des contrats publics et privés, des subventions et du droit administratif. De préférence dans des contextes de droit civil et de common law. 3. Au moins dix ans d'expérience professionnelle en tant qu'avocat, avocat conseil ou similaire dans l'exécution et la préparation de réclamations, de procès, etc. dans les domaines connexes, y compris la préparation/négociation des conditions contractuelles, l'évaluation juridique pour les clients, l'analyse juridique et l'assistance en matière de contrats ou similaires. 4. Trois ans d'expérience dans le domaine des contrats avec les administrations publiques, de préférence dans le contexte de l'Afrique subsaharienne, ou de l'assistance technique/juridique aux administrations publiques, à d'autres organismes publics, à des entrepreneurs privés, à des institutions financières, y compris des banques de développement, à des organisations régionales ou à des organisations internationales, ainsi qu'à des organisations de la société civile. 5. De préférence, au moins 10 ans d'expérience en Afrique subsaharienne, idéalement en Afrique de l'Ouest, dans le domaine de la rédaction, de la réclamation, de l'évaluation ou de l'examen de contrats. 6. Excellentes aptitudes à la communication orale et écrite (capable de communiquer couramment) en anglais et/ou en français. Une expérience avérée dans des environnements multiculturels sera un atout supplémentaire. 7. Solides compétences analytiques et capacité à rédiger des rapports, des recommandations, des notes d'information et des présentations clairs et concis.